



**Etablissement public du Mobilier national
– Musée national de céramique – Musée
national Adrien Dubouché – Manufactures
nationales de Sèvres, des Gobelins, de
Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de
recherche et création – Ateliers de
dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay**

1 rue Berbier du Mets
75013 Paris

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

MAINTENANCE DES SYSTEMES D’ASPIRATION DES ATELIERS DE LA MANUFACTURE NATIONALE DE SEVRES

NUMERO : 2026-MAPA-02

Pouvoir adjudicateur :

Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay

(Etablissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national)

1 rue Barbier du Mets

75013 Paris

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur le directeur délégué à l'administration de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

Site :

Manufacture nationale de Sèvres

Comptable public assignataire des paiements :

L'agent comptable de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national

Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte en application des articles L.2123-1 1° et R.2123-1° du code de la commande publique.

SOMMAIRE

1. ARTICLE 1 : IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES.....	5
1.1. Identification du pouvoir adjudicateur	5
1.2. Présentation des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national	5
1.3. Définition des termes.....	5
1.4. Représentation des parties	5
2. ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ	6
2.1. Objet du marché	6
2.2. Caractéristiques du marché.....	6
2.3. Allotissement du marché	6
2.4. Durée et reconductions des marchés	6
2.5. Réalisation de prestations similaires	6
3. ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS	6
3.1. Généralités	6
3.2. Description et obligation de résultat	7
3.2.1. <i>Description et obligations de résultats pour les opérations de maintenance préventive</i>	7
3.2.2. <i>Obligations de résultats pour les opérations de maintenance corrective</i>	7
3.3. Prise de connaissance des installations.....	7
3.4. Dossier d'identité de prise en charge.....	8
3.5. Modification des installations par le pouvoir adjudicateur.....	9
3.6. Modification des installations par le titulaire	9
4. ARTICLE 4 : PERSONNEL MIS A DISPOSITION.....	9
4.1. Qualifications du personnel	9
4.2. Vêtement de travail	10
4.3. Effectifs et moyens mis en œuvre	10
4.4. Encadrement du personnel	11
4.5. Consignes de sécurité	11
5. ARTICLE 5 : NORMES	11
5.1. Respect des normes de sécurité	11
5.2. Veille réglementaire	12
6. ARTICLE 6 : DEVOIR DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE	12
6.1. Devoir de conseil.....	12
6.2. Devoir d'assistance.....	12
7. ARTICLE 7 : REUNION.....	13
7.1. Réunion de démarrage	13
7.2. Réunions annuelles de suivi	13
7.3. Contrôles de l'exécution des prestations	13
8. ARTICLE 8 : CONTROLES ET VERIFICATION	14

8.1.	Contrôles inopinés	14
8.2.	Contrôles contradictoires	14
9.	ARTICLE 9 : PRECAUTIONS LORS DES INTERVENTIONS	14
9.1.	Protection des ouvrages existants	14
9.2.	Nettoyages et évacuation des matériels remplacés et respect de l'environnement.....	15
9.3.	Dispositifs et équipements d'interventions	15
9.4.	Plan de prévention	16
9.5.	Mesures d'urgence	16
10.	ARTICLE 10 : SUIVI DES INTERVENTIONS	16
10.1.	Carnet d'entretien	16
10.2.	Rapports de visite et de suivi des interventions.....	17
10.3.	Rapport annuel	17
11.	ARTICLE 11 : ORGANISATION ET DELAI D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE.....	17
11.1.	Calendrier des interventions d'entretien préventif	17
11.2.	Fréquence de chaque prestation.....	17
12.	ARTICLE 12 : ORGANISATION ET DELAI D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE.....	18
12.1.	Délais d'intervention	18
12.2.	Conditions d'exécution des interventions de dépannage.....	18
12.3.	Obligations particulières consécutives aux interventions de dépannage	18

1. ARTICLE 1 : IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES

1.1. Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour Mobilier national - Musée national de céramique - Musée national Adrien Dubouché - Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie - Atelier de recherche et de création - Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay , ci-après, les « Manufactures nationales » ou « l'acheteur ».

Nom et adresse officiels de la personne publique :

Etablissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

1 rue Barbier du Mets - 75013 Paris

Téléphone : 01 44 08 52 00

1.2. Présentation des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1^{er} janvier 2025 pour promouvoir l'excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d'art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation des cultures matérielle et du geste ainsi que du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement et de l'Ecole des arts textiles déployée sur deux sites à Paris et à Lodève.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de-Seine (Sèvres), dans l'Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l'Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l'Oise (Beauvais).

1.3. Définition des termes

Il est entendu par « titulaire » l'entreprise attributaire du marché pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.

1.4. Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG/FCS, dès la notification du marché, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent chacun une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché, et notifient cette désignation à l'autre partie.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent marché sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché. Ils en informent sans délai l'autre partie en indiquant le nom et les coordonnées professionnelles du nouveau représentant.

2. ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance des systèmes d'aspiration situés dans les ateliers de la Manufacture nationale de Sèvres.

Lieu d'exécution : Sèvres (92310).

2.2. Caractéristiques du marché

Le présent marché est un marché de services. En conséquence, il se réfère au CCAG/FCS.

2.3. Allotissement du marché

Le présent marché n'est pas alloti, car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.4. Durée et reconductions des marchés

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement une (1) fois pour une période d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder deux (2) ans.

L'acheteur peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre par notification écrite adressée au titulaire au moins trois mois avant l'échéance de la période en cours.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Cependant leur exécution peut se poursuivre jusqu'à six (6) mois au plus tard après la date de fin de validité du marché.

2.5. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser deux ans à compter de la notification du présent marché.

3. ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

3.1. Généralités

Le titulaire assure sous sa responsabilité et à sa charge les prestations décrites ci-dessous, dans le respect des conditions prévues par la réglementation :

- La maintenance préventive systématique et programmable,
- Les interventions spécifiques dans le cadre de la maintenance corrective,
- La remise en état suite à toute dégradation consécutive à une intervention de son personnel,
- La tenue des documents réglementaires et contractuels,
- L'établissement des rapports et comptes rendus,
- La coordination, le suivi, le contrôle et l'optimisation des interventions des agents du titulaire, des sous-traitants s'il y a lieu et la gestion du personnel,
- L'assistance, le conseil et la coordination avec le pouvoir adjudicateur.

3.2. Description et obligation de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat quant à l'intervention d'entretien réalisée par ses soins au titre de ce marché, et quant au maintien des installations en parfait état d'entretien et de fonctionnement.

Les obligations de résultats détaillées sont fixées ci-dessous.

3.2.1. Description et obligations de résultats pour les opérations de maintenance préventive

Les prestations d'entretien préventif comprennent :

- Le démontage, le nettoyage et le remontage des cartouches filtres sur les dépoussiéreurs,
- Le vidage des bacs de récupération,
- Le démontage, le nettoyage et le remontage des filtres des caissons de réintroduction d'air,
- Le démontage, le nettoyage et le remontage des filtres des caissons des cabines d'aspiration,
- Le nettoyage des grilles d'aspiration sur dosserets, nettoyage des étuves et des grilles de soufflage,
- Le nettoyage des filtres mobiles et de deux cabines.

Les opérations de maintenance préventive ont pour objectif de minimiser, soit le nombre de pannes sur les installations en maintenant le niveau de performance de ces dernières, soit les réclamations pour non-réalisation ou manquement à la qualité de la prestation. De même, ces opérations assurent une meilleure longévité des installations entretenues.

3.2.2. Obligations de résultats pour les opérations de maintenance corrective

Les opérations de maintenance corrective (dépannage et réparation) ont pour objectif de résoudre tout incident sur les installations à entretenir pouvant avoir des conséquences indésirables et nécessitant une réactivité importante de la part du titulaire. Sur la base de bons de commande, ce dernier a pour obligation d'intervenir, sans limitation du nombre d'interventions, de réparer les installations dans les délais impartis, conformément aux prescriptions techniques demandées.

3.3. Prise de connaissance des installations

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des installations du pouvoir adjudicateur et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

Il reconnaît notamment :

- Avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des prestations, objet du présent marché, ainsi que du site et locaux en relation avec l'exécution de celui-ci,
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution du présent marché et s'être parfaitement et totalement rendu compte de sa nature, de son importance et de ses particularités, avoir contrôlé toutes les indications des documents de la consultation, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du pouvoir adjudicateur.

En conséquence, le titulaire ne peut jamais arguer que l'imprécision des éléments d'information qui lui sont fournis, des erreurs ou des omissions au CCTP puissent le dispenser d'exécuter, dans le cadre et dans les conditions du présent marché, tout ou partie des prestations. Il lui appartient donc d'apprécier l'importance et la nature des prestations à effectuer et de suppléer, par ses connaissances professionnelles, aux détails dont l'emplacement, la nature ou la quantité seraient implicitement prévus dans une réalisation normale des prestations.

Les documents remis au titulaire doivent être considérés comme une proposition qu'il doit examiner avant la remise de son offre. Le titulaire demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des divers documents contractuels.

Le titulaire est tenu de signaler toute non-conformité des installations à la réglementation en vigueur.

Les inexactitudes qui peuvent être évoquées après la passation du présent marché ne remettent en aucun cas en cause les prix arrêtés. Le titulaire renonce à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des installations.

Il est tenu responsable de toutes les erreurs relevées nées de l'exécution du marché, et de toutes les conséquences qui en résulteraient.

3.4. Dossier d'identité de prise en charge

Le titulaire constituera un dossier d'identité des installations et y consignera un état des lieux contradictoire. Il contiendra la liste des installations avec leur description. En l'absence de réserves écrites à l'état des lieux dûment justifiées par le titulaire, les installations recensées sont réputées être en bon état d'entretien et de fonctionnement. Le dossier d'identité deviendra opposable en cas de contestation sur le contenu des installations. Il sera notifié par le titulaire au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant d'en attester la date de réception.

Le dossier d'identité devra être réalisé dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification du présent marché.

En cas d'évolution du parc, le titulaire est tenu de mettre à jour le dossier d'identité.

Le cas échéant, pour les installations neuves, le titulaire sera invité à leur livraison, au cours de laquelle il pourra formuler toutes les réserves éventuelles jugées nécessaires. Il devra signaler au pouvoir adjudicateur tout vice caché qui apparaîtrait en cours de période de garanties, afin que celui-ci exerce les recours en garantie qui s'imposent.

3.5. Modification des installations par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire effectuer toute modification des installations par le personnel ou l'entreprise qualifiée de son choix. Le pouvoir adjudicateur en avertit le titulaire au moins un (1) mois à l'avance. Durant cette période, le titulaire peut formuler d'éventuelles objections relatives à ces transformations.

Il a toute faculté, tant au cours d'exécution des prestations de modification, qu'au moment de leur réception, à laquelle il est tenu d'assister, de signaler tout point apparaissant comme une anomalie. Ces constatations doivent être présentées dans le plus court délai par écrit. Le pouvoir adjudicateur reste seul juge de la suite à donner dans le cadre de sa responsabilité.

Un avenant au présent marché peut être négocié si la nature et la qualité des prestations à fournir se trouvent notablement modifiées (en plus ou moins).

Un désaccord irréductible, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, entraîne la remise en cause du présent marché et éventuellement sa résiliation avant la date d'expiration normale, sans indemnité de préjudice.

D'autre part, le parc peut évoluer au cours d'exécution du marché. A chaque évolution, un avenant au présent marché sera établi.

3.6. Modification des installations par le titulaire

Le titulaire aura la faculté de procéder à toute amélioration des installations avec tous les dispositifs de son choix, à condition :

- De présenter au pouvoir adjudicateur son projet de modification chiffré,
- De respecter toutes les dispositions légales ou réglementaires en la matière,
- De prendre, à ses frais, les dépenses relatives à ces dispositifs ou améliorations.

Le titulaire ne pourra mettre en place les dispositifs qu'après accord exclusif du pouvoir adjudicateur par écrit.

4. ARTICLE 4 : PERSONNEL MIS A DISPOSITION

4.1. Qualifications du personnel

En vue de permettre la réalisation des prestations, le titulaire s'engage à mettre à disposition en permanence les compétences et les moyens humains nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Les opérations seront effectuées par du personnel compétent ayant reçu les instructions ainsi que les outils, les équipements et la formation nécessaires, en conformité avec les réglementations concernant la santé et la sécurité du travail. De plus, les équipes d'intervention doivent posséder des compétences parfaitement adaptées aux installations,

c'est-à-dire notamment être en capacité d'intervenir sur des matériels de plusieurs fabricants et constructeurs. Le titulaire s'engage de ce fait à n'utiliser que du personnel qualifié et formé.

D'une façon générale, le titulaire respectera scrupuleusement toutes les obligations légales et réglementaires en matière d'hygiène, de santé, de sécurité et de droit du travail pour son personnel.

4.2. Vêtement de travail

Le titulaire devra doter son personnel d'un vêtement de travail, s'il y a lieu de protection et de chaussures de sécurité. Les vêtements portés par tous les agents en activité devront faire apparaître en permanence le sigle de leur entreprise. De même, le personnel d'encadrement devra être en mesure de justifier de son appartenance à l'entreprise. Aucun personnel ne sera admis dans les ateliers s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail et ne pourra pas évoluer sur le site des manufactures de Sèvres s'il n'est pas muni de son badge d'identification. Une tenue correcte est également exigée sur le site.

4.3. Effectifs et moyens mis en œuvre

Le titulaire est tenu de mettre à disposition un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents qualifiés sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant.

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur la liste nominative du personnel d'intervention dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du présent marché. La liste nominative du personnel doit être tenue à jour. Toute mise à jour devra être notifiée au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est tenu enfin d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engins et moyens de toutes sortes de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai convenu.

Le titulaire devra utiliser, pour l'exécution des prestations, une main d'œuvre qualifiée sur le plan technique et ayant un comportement irréprochable vis-à-vis des personnes présentes dans les bâtiments du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interdire l'accès au site à tout personnel qu'il jugerait indésirable, notamment du fait de sa tenue ou de sa conduite. Tout agent qui donnerait lieu à des plaintes graves et justifiées notamment par manque d'égard ou de politesse envers le personnel du pouvoir adjudicateur, pourra être évincé sur simple demande du pouvoir adjudicateur sans que le titulaire puisse prétendre au versement de quelque indemnité que ce soit. Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec ses salariés, ses préposés ou sous-traitants qui trouveraient leur source dans une décision de remplacement ou d'éviction.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque motif que ce soit. Il est notamment responsable des actes et fautes commis par son personnel. Il est tenu de réparer ou d'indemniser le préjudice qui en résulterait pour le pouvoir adjudicateur ou les tiers.

Le titulaire assume seul et entièrement vis-à-vis de son personnel, et de ses sous-traitants, le cas échéant, les droits et obligations de l'employeur. Ainsi, le titulaire agit dans le cadre des présentes conditions en tant que prestataire de services indépendant.

Le présent marché ne crée aucune relation de subordination entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ou son personnel. L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie à l'exécution des prestations reste, en toute circonstance, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. Ce personnel n'aura à rendre de compte qu'au titulaire, son employeur, qui assurera sa rémunération et l'ensemble de ses frais.

En cas d'arrêt de travail de son personnel ou de toute situation qui affecterait l'exécution de la prestation, le titulaire devra assurer la continuité des prestations définies dans le présent marché. Dans le cas où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations dans les délais et conditions prévues au marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

4.4. Encadrement du personnel

Le titulaire devra obligatoirement désigner un coordonnateur qui sera l'agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du présent marché.

En cas de défaillance, d'empêchement ou de remplacement de ce coordonnateur, le titulaire doit :

- En aviser sans délai et par écrit le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant des compétences nécessaires et équivalentes et dont il lui communique l'identité et les titres dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans un délai d'une (1) semaine courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'une (1) semaine pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié aux torts du titulaire dans les conditions prévues au CCAP.

4.5. Consignes de sécurité

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance, avant tout commencement d'exécution du marché, des règles régissant le fonctionnement du site de Sèvres et les consignes de sécurité applicables. Le personnel du titulaire et celui de ses éventuels sous-traitants, est tenu d'observer les prescriptions qui en découlent.

5. ARTICLE 5 : NORMES

5.1. Respect des normes de sécurité

Le titulaire réalise l'ensemble de ses prestations conformément aux règles de l'art, normes et règlements français en vigueur, et aux Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) applicables.

Les matériaux non normalisés doivent avoir fait l'objet d'un avis technique du Centre scientifique et technique du bâtiment CSTB.

Dans le cas où une nouvelle réglementation impose une modification des installations, le titulaire devra fournir un devis des travaux nécessaires à la mise en conformité en le référençant à partir des dispositifs réglementaires demandés. Ces travaux, s'ils sont importants, feront alors l'objet d'un marché public spécifique.

D'une manière générale, la maintenance des installations sera réalisée dans le respect des notices des fabricants relatives à l'entretien.

5.2. Veille réglementaire

Le titulaire assurera une veille réglementaire en tenant à jour la liste de l'ensemble des textes applicables aux prestations concernées par le marché, d'une part, et en avisant le pouvoir adjudicateur de tout changement impliquant des modifications de mise en œuvre et ou d'entretien des installations, d'autre part.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du présent marché, les installations en état normal d'entretien et de fonctionnement. Un procès-verbal contradictoire est établi entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire qui mentionne la nature et l'état des installations. Ce procès-verbal constitue un état des lieux sortant annexé au présent marché.

6. ARTICLE 6 : DEVOIR DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE

6.1. Devoir de conseil

Le titulaire doit :

- Signaler au pouvoir adjudicateur, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède,
- Signaler les points de non-conformité des installations et les aménagements qui seraient souhaitables pour les optimiser,
- Avertir le pouvoir adjudicateur de toute modification de la réglementation concernant les installations, objet du présent marché,
- Conseiller le pouvoir adjudicateur sur les incidences techniques et financières résultant de toute modification des installations,
- Conseiller les services du pouvoir adjudicateur en matière de bonnes pratiques d'utilisation,
- Conseiller le pouvoir adjudicateur sur tout autre point ayant une incidence sur les installations.

6.2. Devoir d'assistance

Le titulaire doit une assistance au pouvoir adjudicateur entre autres :

- Par téléphone ou lors de réunions provoquées par le pouvoir adjudicateur pour tout complément d'information,
- Pour tout essai, contrôle, visite relative aux installations,

- En communiquant des éléments nécessaires à la préparation du budget de l'exercice suivant pour les prestations comprises au forfait,
- Lors de l'étude et de la mise en conformité imposée par l'évolution éventuelle de la réglementation,
- Pour l'amélioration des performances ou de la fiabilité des installations.

7. ARTICLE 7 : REUNION

7.1. Réunion de démarrage

Avant le début des prestations de maintenance, et au plus tard dans le mois qui suit la notification du présent marché, une réunion préparatoire sera programmée par le pouvoir adjudicateur. Cette réunion se tient sur convocation du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les objectifs de cette réunion sont notamment :

- Rappels des objectifs et délais du marché,
- Qualité des documents à rendre,
- Mode de fonctionnement sur le terrain,
- Mode de fonctionnement sur les commandes, la facturation, etc.,
- Définition des représentants de chaque partie et de leurs coordonnées,
- Définition du calendrier des réunions périodiques de suivi du marché.

Lieu de réunion : Locaux du pouvoir adjudicateur ou visioconférence.

A l'issue de cette réunion, le titulaire établira un compte rendu de réunion, qui devra être diffusé au pouvoir adjudicateur dans un délai de 48 heures à compter de la tenue de la réunion.

7.2. Réunions annuelles de suivi

Les objectifs de ces réunions sont :

- Présentation par le titulaire de l'état d'avancement dans l'exécution des prestations, à partir des supports définis,
- Présentation par le titulaire des principales difficultés rencontrées,
- Présentation par le pouvoir adjudicateur des principales difficultés rencontrées,
- Synthèse des adaptations à mettre en œuvre pour résoudre ces difficultés.

Lieu de ces réunions : Locaux du pouvoir adjudicateur ou visioconférence.

Le titulaire établira un compte rendu de réunion, qui devra être diffusé au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 48 heures à compter de la tenue de la réunion.

7.3. Contrôles de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur doit faire effectuer à tout moment, par un tiers (bureau de contrôle, expert, ...) choisi et rémunéré par ses soins, les contrôles réglementaires ainsi que tout contrôle supplémentaire qu'il jugerait nécessaire, concernant notamment l'aspect qualitatif et ou quantitatif de la prestation exécutée. En conséquence, le titulaire s'engage à être représenté lors de ces visites et à apporter son concours et mettre en place les moyens

appropriées pour faciliter la réalisation de ces essais et vérifications. Son absence est sanctionnée selon les modalités prévues au CCAP.

Si ces vérifications révélaient que l'entretien n'a pas/ou mal été effectué, conformément aux prescriptions du présent marché, ces manquements entraîneraient l'application des pénalités prévues au CCAP, les frais nécessaires à la mise en place de nouvelles visites de contrôle, seront dans ce cas à la charge du titulaire. Aussi, le marché pourra être résilié aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues au CCAP.

8. ARTICLE 8 : CONTROLES ET VERIFICATION

8.1. Contrôles inopinés

Ce type de contrôle est effectué par un représentant du pouvoir adjudicateur ou un organisme extérieur mandaté par ce dernier. Ce contrôle n'entraîne pas de réfaction mais peut faire l'objet de pénalités conformément au CCAP. Un rapport sur les observations constatées est transmis au titulaire afin de répondre et de remédier rapidement aux dysfonctionnements constatés.

8.2. Contrôles contradictoires

Ce type de contrôle s'effectue en présence du responsable du titulaire ainsi que du représentant qualifié du pouvoir adjudicateur ou un organisme extérieur mandaté par ce dernier. Le titulaire doit être averti de ces contrôles, par le pouvoir adjudicateur ou l'organisme extérieur, au plus tard la veille du jour précédent le jour du contrôle. Le résultat de ce type de contrôle peut entraîner des réflexions applicables immédiatement sur les demandes de paiement.

9. ARTICLE 9 : PRECAUTIONS LORS DES INTERVENTIONS

9.1. Protection des ouvrages existants

Lors de toute exécution des prestations, le titulaire doit prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité des installations. Le cas échéant un balisage de la zone d'intervention est réalisé.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés les interventions que pour ceux utilisés pour le passage des intervenants du titulaire. Doivent particulièrement être protégés les revêtements de sols et muraux, les plafonds et les faux plafonds, les escaliers, les ouvrages en bois apparent, le cas échéant, les appareils électriques et les matériels divers.

Selon la nature des interventions à réaliser, il doit être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet. Ces protections sont fonction de la nature et de l'importance des prestations et de l'état de conservation des existants. Elles peuvent être, selon le cas, des bâches de protection, des recouvrements par films plastiques, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs qui s'avéreront nécessaires. En tout état de cause, les dispositions à prendre doivent être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin d'intervention dans le même état que lors de la mise à disposition en début d'exécution.

Dans le cas contraire, le titulaire a à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

9.2. Nettoyages et évacuation des matériels remplacés et respect de l'environnement

Il est précisé :

- Les lieux d'intervention doivent toujours être maintenu en parfait état de propreté et le titulaire doit prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.
- Les déchets doivent toujours être évacués hors du site au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.
- Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions appropriées au traitement des rejets, effluents ou nuisances de produits directement ou indirectement liés à ses activités.
- En fin d'intervention, le titulaire doit enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par ses interventions, de même que dans ceux utilisés pour le passage des intervenants, les approvisionnements et l'enlèvement des déchets.
- Le titulaire a l'obligation d'une part, d'évacuer tous les matériels changés, aucun stockage ne sera admis dans les locaux de l'établissement, et d'autre part, de recycler les déchets produits, notamment en ce qui concerne le matériel électrique et ce conformément aux mesures DEEE du 15 novembre 2006.
- Le titulaire s'engage à fournir les bordereaux du traitement correspondant dans un délai de quatre (4) semaines à compter de l'intervention, quand des éliminations particulières seront nécessaires, ainsi qu'à chaque élimination, des matériaux ou matériels déposés ayant une influence sur la santé et sur l'environnement.

En cas de non-respect des prescriptions concernant les nettoyages, le pouvoir adjudicateur fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles du titulaire, aux frais de ce dernier.

L'évacuation dans les conteneurs du pouvoir adjudicateur ou toutes poubelles publiques sera considérée comme une faute. En cas de non-respect de ces procédures, le titulaire sera soumis à une pénalité par déchet retrouvé.

9.3. Dispositifs et équipements d'interventions

Le titulaire s'engage à mettre en place les équipements ou dispositifs suivants et à ce que, les cas échéants, son personnel utilisant certains dispositifs d'intervention (échafaudage,) ait reçu une formation appropriée :

- Outillage et équipements de manutention,
- Moyens d'accès (échelles, échafaudages, plate-forme...),
- Protections, balisage et signalétique des zones d'intervention,
- Outils spéciaux à se procurer auprès des constructeurs ou des installateurs,
- Outillages et appareils de contrôle nécessaire à l'exécution des prestations.

Le titulaire a également à sa charge :

- L'établissement de toutes les protections et dispositifs de sécurité réglementaires nécessaires à l'intervention de son personnel et à la protection des occupants,

- La réalisation à ses frais des vérifications périodiques des moyens d'accès, notamment des échafaudages.
- L'enlèvement et évacuation des déchets, ainsi que le nettoyage.

Tous les matériels et produits laissés dans les locaux sont sous l'entière responsabilité du titulaire.

9.4. Plan de prévention

Conformément aux dispositions de droit commun en matière de santé et sécurité au travail applicables à tout employeur, prescrites aux articles R. 4511-1 à R.4514-10 du code du travail, le titulaire et ses sous-traitants procéderont avec le service en charge de la santé et sécurité au travail du pouvoir adjudicateur à une inspection commune préalable à leur intervention. Cette dernière permettra d'identifier les risques liés aux interférences et arrêter les mesures de prévention et de sécurité pour y remédier qui seront transcrites dans le plan de prévention. Cette inspection se tiendra avant le début de la prestation.

Elle concernera le titulaire et chaque sous-traitant devant intervenir sur le site du pouvoir adjudicateur.

Lorsqu'un sous-traitant est désigné en cours de prestation, les dispositions énoncées précédemment devront s'appliquer.

Le titulaire sera le seul responsable de la communication auprès de son personnel, du plan de prévention et des mesures qui en résultent et de l'application scrupuleuse de ces dernières.

9.5. Mesures d'urgence

Si lors d'une visite de contrôle ou de maintenance, quelle qu'elle soit, il est constaté l'existence de détériorations ou dysfonctionnement menaçant la sécurité, il est demandé d'y remédier sans délai et de rendre l'utilisation de l'installation impossible par tout moyen adapté (signalisation, consignation, etc.).

Si une partie de l'installation doit être emportée hors du site (pour sa maintenance par exemple), toute mesure sera prise pour protéger de tous risques d'accident ou incident consécutif à cet enlèvement.

Dans tous les cas, le titulaire devra informer sans délai le pouvoir adjudicateur des mesures conservatoires prises et de la suite donnée.

10. ARTICLE 10 : SUIVI DES INTERVENTIONS

10.1. Carnet d'entretien

A l'issue de chaque intervention, le titulaire doit consigner en termes clairs et précis, sur le carnet d'entretien fourni par ses soins et tenu à la disposition du pouvoir adjudicateur, tous les faits importants concernant le fonctionnement des installations en particulier :

- Le numéro et l'adresse du bâtiment concerné,
- La date et heure de début et de fin d'intervention,
- Les noms lisibles et signatures des techniciens qui sont intervenus sur l'installation,
- Le type d'intervention réalisé (dépannage, entretien),

- Le détail des prestations exécutées,
- Les valeurs des différents relevés réalisés sur les installations, le cas échéant,
- Les défauts constatés et la nature des prestations effectuées,
- Les matériels utilisés et remplacés (détails quantitatifs et qualitatifs précis) références précises au titre de l'entretien, mise en conformité ou modernisation,
- Le détail des travaux de remise en ordre jugés nécessaires dans le cadre ou hors marché.

10.2. Rapports de visite et de suivi des interventions

A l'issue de chaque intervention, et dans un délai maximum de 72 heures, le titulaire remettra à pouvoir adjudicateur un rapport de visite pour chacune de ses interventions. Ce document mentionne les résultats des vérifications, inspections, essais et contrôle effectués sur chaque installation.

10.3. Rapport annuel

Durant le mois suivant la date anniversaire de notification du marché, un rapport annuel d'activité sera transmis par le titulaire au pouvoir adjudicateur. Ce document fera notamment apparaître :

- Les prestations d'entretien et de dépannage réalisés dans l'année écoulée.
- Le tableau récapitulatif du respect des périodicités de maintenance faisant apparaître pour chaque installation la date de la dernière maintenance préventive et mettant en exergue les installations pour lesquelles les délais sont dépassés.
- Un historique des incidents comprenant les moyens mis en œuvre pour rétablir le fonctionnement, l'analyse des causes et des préconisations pour éviter que ce type d'incident ne se renouvelle.
- L'évolution des indicateurs de maintenance.
- Des statistiques concernant la sécurité.
- Une prévision des travaux à réaliser dans l'année qui suit.

11. ARTICLE 11 : ORGANISATION ET DELAI D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE

11.1. Calendrier des interventions d'entretien préventif

L'heure et le jour d'exécution des prestations de maintenance préventive sont prévues à l'avance, dès la notification du marché.

Le titulaire devra, dans les trente (30) jours calendaires qui suivent la notification du présent marché pour le premier exercice et à sa date anniversaire pour les exercices suivants, remettre au pouvoir adjudicateur un calendrier des interventions d'entretien préventif. Les interventions d'entretien préventif auront lieu pendant les jours et heures ouvrés.

11.2. Fréquence de chaque prestation

Les prestations d'entretien préventif comprennent :

- Une fois par an, le démontage, le nettoyage et le remontage des cartouches filtres sur les dépoussiéreurs,
- Une fois par trimestre, le vidage des bacs de récupération,

- Une fois par an, le démontage, le nettoyage et le remontage des filtres des caissons de réintroduction d'air,
- Une fois par an, le démontage, le nettoyage et le remontage des filtres des caissons des cabines d'aspiration,
- Une fois par an, le nettoyage des grilles d'aspiration sur dosserets, nettoyage des étuves et des grilles de soufflage,
- Quatre (4) fois par an, le nettoyage des filtres mobiles et de deux cabines.

12. ARTICLE 12 : ORGANISATION ET DELAI D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE

12.1. Délais d'intervention

Le titulaire maintiendra une permanence téléphonique (avec présence humaine et utilisation d'un système d'enregistrement de messages : répondeur téléphonique), où il sera possible d'appeler uniquement en heures et jours ouvrés, 5 jours sur 7, de 08h00 à 18h00.

Pour toute demande d'intervention de dépannage, le titulaire aura l'obligation :

- D'intervenir sous 72 heures (du lundi au vendredi de 08h00 à 18h00) pour procéder à tout dépannage suite à un dysfonctionnement sur les installations ne présentant aucune notion d'urgence ou ne perturbant pas le fonctionnement des services utilisateurs.
- D'intervenir sous 48 heures (du lundi au vendredi de 08h00 à 18h00) pour procéder à tout dépannage suite à un dysfonctionnement sur les installations et perturbant le service fourni aux utilisateurs.
- D'intervenir sous 24 heures en cas d'urgence : la notion d'urgence est qualifiée comme telle par le pouvoir adjudicateur pour la mise en sécurité de l'installation (cas de risques sur les biens et les personnes).

Les délais courent à compter de la notification du bon de commande. Toutefois, en cas d'urgence, le titulaire s'engage à intervenir sur simple notification d'un courriel venant du pouvoir adjudicateur. La commande sera ensuite régularisée par l'émission d'un bon de commande dans un délai de 72 heures à compter de la notification du courriel.

12.2. Conditions d'exécution des interventions de dépannage

Après une simple demande pour dépannage, le titulaire se rend sur le site selon le délai fixé, analyse-la ou les causes de la panne, répare immédiatement si possible. Un dépannage ne pourra pas tenir lieu de visite d'entretien, sauf si les prestations d'entretien sont effectuées conformément aux stipulations contractuelles. Aucune intervention de dépannage ne pourra être retardée ou mise en attente du fait de congé de toute nature du personnel (notamment sur la période estivale).

12.3. Obligations particulières consécutives aux interventions de dépannage

Après chacune de ses interventions, le titulaire devra s'assurer de la remise en service et du bon fonctionnement de l'installation sur laquelle il est intervenue. Dans le cas où le technicien devra laisser une installation à l'arrêt au terme de son intervention, le pouvoir adjudicateur devra être immédiatement informé. Le titulaire devra également justifier dans l'heure qui suit par écrit du motif de l'arrêt et de la date prévisionnelle de remise en service.

A la fin d'une quelconque intervention, le titulaire devra vérifier que le problème qui a provoqué sa visite est bien durablement résolu. L'objectif est d'éviter impérativement une autre intervention quelle qu'elle soit, quelques jours plus tard.

*** Fin du document ***